

Politique d'intégration des étrangers primo-arrivants en Auvergne-Rhône-Alpes

BOP 104 – Appel à projets régional 2025

En Auvergne-Rhône-Alpes, les services de la Préfète de Région (SGAR et DREETS) sont chargés de mettre en œuvre la politique publique d'accueil et d'intégration des personnes étrangères issues de pays extérieurs à l'Union européenne et souhaitant s'installer durablement en France.

L'étranger primo-arrivant s'engage dans un parcours d'intégration républicaine d'une durée de 5 ans qui débute avec la signature du contrat d'intégration républicaine (CIR) au cours duquel il bénéficie de formations civique et linguistique et d'une orientation vers les services de proximité délivrés par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Au 31 décembre 2024, 11 788 étrangers ont signé le contrat d'intégration républicaine en région Auvergne-Rhône-Alpes dont 3 816 bénéficiaires d'une protection internationale.

Pour contribuer à la construction du parcours d'intégration des étrangers primo-arrivants, les services de la Préfète de Région mobilisent, par le biais d'un appel à projets régional, l'ensemble des acteurs qui agissent dans ce domaine en Auvergne-Rhône-Alpes.

* * *

I. Les priorités de l'appel à projets

Le présent appel à projets concerne les étrangers primo-arrivants, ressortissants de pays extra-communautaires signataires du contrat d'intégration républicaine et titulaires d'un titre de séjour depuis moins de 5 ans, dont les bénéficiaires de la protection internationale (BPI), c'est-à-dire qui ont la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire.

Les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent également être bénéficiaires des actions financées dans ce cadre.

Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre des priorités nationales fixées par la Direction de l'Intégration et de l'Accès à la Nationalité (DIAN) et par la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR).

Ainsi, sous réserve des crédits disponibles, le présent appel à projets a vocation à financer **des actions d'envergure régionale ou interdépartementale** (au moins deux départements de la région), **quelle que soit leur thématique** (accompagnement vers l'emploi, accès aux droits, formation linguistique à visée professionnelle, lutte contre la fracture numérique, appropriation des valeurs de la République,

dispositif de prise en charge de santé mentale...) **et quel que soit le public cible** (primo-arrivant, bénéficiaire d'une protection internationale, bénéficiaires de la protection temporaire).

Dans ce cadre, pourront être financés :

- les projets à destination directe des étrangers primo-arrivants, dont les BPI, et les bénéficiaires de la protection temporaire ;
- les projets visant à professionnaliser et à faciliter le travail des partenaires de l'intégration : accompagnement des intervenants (professionnels et bénévoles) par la formation, de création d'outils d'information, de formation, de mises en réseau d'acteurs, etc. dans les domaines intéressants les étrangers primo-arrivants ;
- les projets d'ingénierie, d'évaluation de dispositifs, d'expérimentation, de pratiques innovantes, dans la perspective d'une modélisation pour un essaimage régional voire national.

La priorité sera donnée aux thématiques suivantes :

- L'apprentissage de la langue française, dont la formation linguistique à visée professionnelle, en complémentarité avec les formations linguistiques dispensées dans le cadre du CIR ;
- L'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, la levée des freins périphériques à l'emploi (mobilité, garde d'enfants,...), notamment pour les femmes, la certification des compétences professionnelles, sous réserve de la bonne articulation avec le programme AGIR ;
- L'accès aux droits des étrangers primo-arrivants ;
- Les dispositifs dédiés à la prise en charge de la santé mentale des primo-arrivants ;
- Les actions favorisant le renforcement des liens avec la société civile et l'appropriation des valeurs de la République, l'accès à la culture, aux loisirs, au sport.

Si le financement de dispositifs implantés sur deux départements est possible, les projets visant au moins trois départements de la région seront privilégiés.

Les actions implantées sur un seul département relèvent d'un financement départemental.

Par ailleurs, ne relèvent pas de cet appel à projets :

- Les projets à destination des personnes déboutées de leur demande d'asile, des personnes en situation irrégulière au regard du droit au séjour, des ressortissants de pays de l'Union européenne et des mineurs non accompagnés.
- Les projets relatifs à l'accompagnement des personnes accueillies dans le cadre des programmes de réinstallation ne sont pas pris en charge au titre de cet appel à projets mais sont financés par le Fonds Asile Migration Intégration (FAMI) ou directement par la direction de l'asile en ce qui concerne l'accueil des personnes réinstallées au titre de l'accord-cadre signé le 4 février 2008 avec le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR).
- Les personnes orientées par la plateforme nationale de logement des réfugiés gérée par la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) dont l'accompagnement est pris en charge par d'autres dispositifs.

II. Les critères de recevabilité et de sélection

1. Organismes pouvant répondre à l'appel à projets

Organismes publics ou privés, notamment les associations régies par la loi de 1901, les collectivités territoriales et les établissements publics.

2. Complétude du dossier

Le dossier doit être transmis complet dans les délais (cf. III.1.) et comporter les pièces suivantes :

- 1 - Formulaire Cerfa n°12156*06 rempli et ses annexes renseignées
- 2 - RIB
- 3 - Statuts et la liste des dirigeants
- 4 - Document attestant la délégation de signature de la personne signataire de la demande de subvention si celle-ci n'est pas le président de l'organisme
- 5 - Comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes des associations soumises à certaines obligations comptables
- 6 - Bilan du projet mené en 2024 (dont bilan financier), si celui-ci a fait l'objet d'un financement par l'État.

3. Critères de recevabilité administrative

Les projets proposés doivent répondre aux critères cumulatifs de recevabilité suivants :

- Respect des objectifs prioritaires précités (cf. I)
- Présentation précise du type de public cible, des moyens matériels et humains mobilisés pour l'action et des résultats attendus
- Cofinancement obligatoire (la valorisation du bénévolat ne sera pas prise en compte en tant que cofinancement). Le recours, le cas échéant, au Fonds asile migration et intégration (FAMI) est possible mais le budget de l'action devra alors prévoir une troisième source de financement.
- Le bénéfice d'un double financement départemental, régional ou national sur les crédits du programme 104 au titre du même projet est à proscrire.

4. Critères de sélection

Les projets recevables seront examinés par le SGAR au regard des critères suivants :

- **La capacité et l'expertise de l'opérateur** : le porteur de projet doit disposer de compétences et d'expérience dans un des champs prioritaires de l'appel à projets. Il doit également s'appuyer sur des partenariats forts, et d'un réseau qu'il saura mobiliser ;
- **La méthodologie et moyens mis en œuvre** : le porteur s'attache à mettre en place des modalités de gouvernance pertinentes lui permettant de coordonner et d'animer efficacement le projet ;
- **Le public et territoires visés** : le porteur du projet démontre sa capacité à atteindre les publics prioritaires de l'appel à projets et à se déployer sur les territoires visés, en complémentarité des dispositifs et des acteurs existants ;
- **La nature et la pertinence de l'action** : le porteur de projet a procédé à une analyse des besoins du public primo – arrivant et/ou des acteurs qui l'accompagnent. Il a conçu le projet pour répondre à ces besoins en retenant des modalités de mises en œuvre cohérentes au regard du public visé ;
- **La viabilité et l'équilibre financier du projet** : le porteur s'attache à expliquer et garantir la soutenabilité de son budget. Il indique et explique le coût unitaire moyen de l'action (ex : coût/formation, coût/bénéficiaire...) ;

- **La qualité du dispositif d'évaluation prévu** : le porteur intègre à son projet un système de reporting, ainsi que des modalités de suivi de l'action qui se fondent sur des objectifs spécifiques, mesures et atteignables.

III. Les modalités de l'appel à projets

1. Envoi et réception des projets

Les projets devront être adressés **avant le 11 avril 2025** à l'adresse mission-solidarite@auvergne-rhone-alpes.gouv.fr via « France Transfert » (<https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload>). *Les envois par « wetransfer » ne sont pas possibles en raison des pare-feux du ministère de l'Intérieur.*

Un accusé de réception sera adressé par courriel.

2. Information des résultats

Dès la fin de l'instruction des projets, un courrier sera adressé à chaque porteur pour informer de la suite donnée à son dossier.

Aucune indemnisation n'est due pour les frais exposés par les porteurs de projets à l'occasion de la constitution et de la transmission de leur dossier à l'administration.

En aucun cas, le porteur d'un projet sélectionné n'est fondé à considérer que l'État est engagé juridiquement et financièrement à son égard avant que la convention ne soit signée par le représentant de l'État.

3. Modalités d'évaluation, de suivi et de contrôle des projets financés

À l'issue de l'action, les services de la Préfète de Région procéderont à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action sur un plan quantitatif et qualitatif.

Celle-ci portera notamment sur la conformité des résultats aux objectifs prévus, aux cibles définies en matière d'indicateurs et aux conditions prévues d'un commun accord entre l'administration et le porteur dans la convention attributive de subvention.

Les services de la Préfète de Région suivront le déroulement des actions soutenues et le porteur devra leur permettre, à tout moment, d'exercer un contrôle sur la réalisation de l'action, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile.

Un contrôle sur place pourra être réalisé en cours ou au terme du projet en vue de vérifier la mise en œuvre de l'action soutenue.